AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE RÉGION ILE-DE-FRANCE

Moissons 2020 : un bilan compliqué, la Région à l'écoute

Vendredi 17 juillet, la profession agricole francilienne a accueilli, en pleine période de moissons, la présidente de la Région Ile-de-France Valérie PECRESSE, sur l'exploitation de Damien et Luc GREFFIN.

L'occasion de faire, sur la base d'un bilan régional réalisé par les services de la Chambre d'agriculture, un premier bilan sur les travaux des moissons en cours, et pour la profession agricole, de partager avec la présidente de Région, les causes et conséquences des mauvais résultats de la moisson 2020 : les rendements observés sont inférieurs d'environ 10 % à la moyenne quinquennale et le constat est fait d'une forte hétérogénéité des rendements sur l'ensemble de la Région.

Cela s'explique en partie par un dérèglement climatique et des impasses techniques.

Ainsi, en grandes cultures, les rendements connaissent des baisses considérables, de 20 à 50%. Le bilan s'annonce donc cette année encore catastrophique. Ces mêmes exploitations agricoles, qui ont répondu présentes pour alimenter les consommateurs durant la crise COVID-19, sont désormais mises en très grande difficulté.

Parmi les cultures particulièrement touchées, les orges de printemps affichent des résultats très décevants, à l'instar de la filière betterave.

La Chambre d'agriculture, la FRSEA et les FDESA, les JA et JA de Région Ile-de-France ont alerté la présidente de Région sur la situation catastrophique de la filière betterave, particulièrement touchée par le retour en force de la jaunisse, impactant les rendements de 30 à 50 % avec 100 % des parcelles touchées.

La cause : l'interdiction des néonicotinoïdes pour les semences de 2020, sans solution efficace de substitution. Cette décision contraint les agriculteurs à réaliser des traitements aériens supplémentaires avec une efficacité réduite et procéder à plusieurs passages aériens.

A terme, c'est la filière betterave tout entière qui risque de disparaitre du paysage cultural francilien et français, ainsi que ses quelques 150 000 emplois indirects.

A l'heure où le Président de la République promeut la souveraineté alimentaire, ces décisions dogmatiques, irraisonnées et récurrentes, conduisent à des conséquences négatives bien réelles pour notre agriculture (destruction de filières, perte de compétitivité, dégradation de l'image de l'agriculture). Dans le même temps, 15 pays de l'Union européenne ont maintenu ce moyen de protection sur betterave.

A l'écoute des professionnels, la Présidente de la Région a demandé un diagnostic plus précis de la situation afin d'étudier les possibilités de soutien aux exploitations. Elle s'est engagée à mettre en place un dispositif régional, actuellement à l'étude, pour venir en aide aux agriculteurs en difficulté.

Contacts presse :
Aurélie COEN - aurelie.coen@idf.chambagri.fr - 06 74 94 97 82